



Communiqué de presse

Votation fédérale du 23 septembre 2018

Rejet de l'initiative populaire fédérale « Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous ».

Appelés à se prononcer ce dimanche 23 septembre 2018 sur l'initiative pour la Souveraineté alimentaire, les citoyens suisses ont rejeté ce nouvel article constitutionnel à 68 %. Au niveau des cantons, ce sont 4 cantons romands qui se sont prononcés en sa faveur.

Uniterre et l'Alliance pour la souveraineté alimentaire souhaitent en tout premier lieu exprimer leur plus profonde gratitude aux nombreuses organisations, associations, partis, personnalités et individus qui ont fait naître cet extraordinaire mouvement de mobilisation et qui nous ont accompagné depuis le début de l'aventure, il y a de cela 4 ans. Grâce à vous toutes et tous, nous avons réussi à amener ce débat sur la place publique, nous avons permis aux citoyen.ne.s de se questionner et surtout, nous avons pu mettre notre système agro-alimentaire face à ses incohérences et ses échecs.

Nous prenons ainsi acte de la décision populaire. La campagne, brève mais intense, a néanmoins permis de mettre en lumière les nombreux défis qui jalonnent la production alimentaire en Suisse, mais aussi dans le monde. Si la solution que l'Alliance a proposé n'a malheureusement pas été retenue, les problématiques demeurent, les enjeux sont capitaux, et les solutions restent à trouver pour aboutir, ici et ailleurs, à une agriculture véritablement durable, ce qui n'est pas le cas actuellement. La Suisse a consenti de nombreux efforts, il demeure cependant une large marge de progression. A noter tout particulièrement que les nombreux avis exprimés par voie de presse, à la télévision ou sur les réseaux sociaux, semblent tous converger vers un seul et même constat : le système actuel n'est pas en mesure d'apporter les réponses que la société attend, et les paysannes et paysans restent dans une situation précaire, malgré les divers soutiens apportés au niveau étatique ou privé.

Nous regrettons que la campagne des opposants ait été menée presque exclusivement sur la peur, la peur de payer plus cher, la peur de manquer, la peur de voir sa liberté restreinte, sans essayer de comprendre que notre projet se veut, dans son essence même, un antidote à la peur, une ouverture vers un nouveau paradigme, une libération de nos productions alimentaires, loin du joug néo-libéral.

Et rappelons encore que nous avons fait campagne avec des moyens historiquement limités (59'000.- frs, et beaucoup, beaucoup de bénévoles) et que nous avons en face de nous une poignée de représentants de l'économie (et non de la population) dotés de moyens plus que conséquents. Cela pose la question de l'égalité des chances et de la représentativité dans les processus de démocratie directe.

Confronté à l'échec dans les urnes, Uniterre et l'Alliance pour la souveraineté alimentaire vont néanmoins continuer leur combat pour une agriculture solidaire et durable. Même sans le poids d'un article constitutionnel, mais avec tout de même un très bon pourcentage de voix positives, nous avons plus que jamais la légitimité de proposer des solutions innovantes. Paysan.ne.s et consommateur.trice.s peuvent œuvrer main dans la main pour développer leurs idéaux, au moins à l'échelle locale. Coopération, échange d'idées, mouvement citoyen, les moyens ne manqueront pas pour appliquer la souveraineté alimentaire. C'est pourquoi nous lançons cet appel : cette votation est perdue, mais l'avenir nous appartient ! Que toutes les personnes qui ont soutenu l'initiative ne baissent pas les bras et rejoignent maintenant nos rangs ! Faisons nôtre le changement, pour bâtir un projet à la hauteur de nos rêves !

Merci à toutes et tous !

Lausanne, le 23 septembre 2018

Uniterre et l'Alliance pour la Souveraineté alimentaire